

# Comment Arco est devenu la boule puante du gouvernement

■ Réticences de l'Europe, changement de tactique du CD&V et obstruction de la N-VA : ce qui a pourri le dossier Arco-Belfius.

Plus les semaines avancent, plus le dossier Arco lié directement à la privatisation du bancassureur Belfius fait figure de boule puante pour le gouvernement. Début février, le Premier ministre Charles Michel (MR) annonçait qu'il se donnait encore un mois pour trouver une solution pour les coopérateurs d'Arco qui ont tout perdu dans la débâcle de Dexia. Condition préalable au feu vert définitif pour une entrée en Bourse de la banque détenue à 100 % par l'Etat belge. Un mois plus tard, c'est le silence radio au cabinet du Premier ministre. Le no comment. Il n'y avait même pas moyen de savoir si, comme il se murmurait, le sujet pourrait être à l'ordre du jour d'un éventuel kern (conseil des ministres restreint)

jeudi soir. Avec une annonce ce vendredi ? C'est que ce dossier fait l'objet de jeux politiques aussi intenses que subtiles à quelques mois des élections communales. Avec en toile de fond une lutte sans merci entre le CD&V et la N-VA pour ne pas y perdre des plumes compte tenu de la prise de position de la Commission européenne.

## Réticences de l'Europe

Au cours de ces dernières semaines, le cabinet du Premier ministre a eu des contacts suivis avec le service de la DG de la Concurrence de Margrethe Vestager. L'objectif : faire valider la solution approuvée par le gouvernement fédéral d'utiliser une partie des recettes de la privatisation pour dédommager les coopérateurs. Un montant d'environ 400 millions a été cité. Mais le nihil obstat tarde à venir du côté de l'Europe qui continue à y voir une aide d'Etat. *"Pour le moment, il n'y a pas d'attitude très négative de l'Europe. Mais elle ne dit pas non plus qu'il n'y aura pas de difficulté. Il y a en tout cas la crainte de créer un précédent"*, nous ex-

plique une source gouvernementale.

Face aux réticences de l'Europe, le gouvernement est confronté à un dilemme. Doit-il lancer la privatisation de Belfius sans solution pour Arco ? Va-t-il le faire au printemps comme l'avait espéré le management de la banque ? Ou va-t-il reporter l'opération en septembre, histoire de trouver d'autres arguments vis-à-vis de l'Europe ?

## Le vent tourne

Au début, la N-VA et en particulier le ministre des Finances Johan Van Overtveldt, toujours très criti-

que à l'égard de la garantie apportée aux parts des coopérateurs au moment de la crise bancaire, a laissé le CD&V et le vice-Premier Kris Peeters se battre tout seul. Mais depuis quelque temps, le vent tourne. Kris Peeters a compris que la partie était loin d'être gagnée et laisse le Premier ministre et la N-VA à la manœuvre.

C'est vrai que dans les 800 000 coopérateurs, il y en a beaucoup qui, au fil du temps, ont changé leur fusil d'épaule et ont choisi de voter pour le parti de Bart De Wever plutôt que le CD&V. Les démocrates chrétiens flamands ont donc revu leur tactique et regardent la N-VA tenter de se dépatouiller *"avec un petit sourire en coin"*, nous dit une source gouvernementale. Et on verra bien si le parti nationaliste arrivera à concrétiser un engagement pour Arco qui se trouve dans l'accord du gouvernement alors que ce dossier est nettement moins sensible politiquement pour le MR. Lequel compte peu de coopérateurs dans ses rangs.

## Attitude intransigeante de Marc Rasière

Mais il n'y a pas qu'entre les partis du gouvernement qu'il y a des crispations. Au sein du gouvernement, d'aucuns s'agacent de l'attitude intransigeante de Marc Rasière, le CEO. Lequel n'arrête pas de dire : *"Arco, ce n'est pas notre problème"*. Et refuse ainsi de faire intervenir financièrement Belfius, en tout cas de manière substantielle, dans le dédommagement des coopérateurs. Une position qu'il a imposée au conseil d'administration où, paraît-il, il pilote toutes les discussions sans réelle contestation des administrateurs.

*"Dire que ce n'est pas leur problème, c'est juste faux. C'est évident que l'absence de solution pour Arco aura un impact sur le prix de l'action au moment de l'entrée en Bourse. Toutes les banques européennes qui se sont restructurées ont réglé leurs problèmes avec leurs clients. Il est incompréhensible que Belfius ne cherche pas à régler le problème qui concerne aussi 400 000 de ses clients"*, souligne Edouard Fremault, associé chez Deminor (qui défend environ 2 200 coopérateurs).

Des arguments que les partisans à tous crins de l'entrée en Bourse veulent minimiser. *"Ceux qui ne sont pas contents sont déjà partis. Et les coopérateurs qui sont toujours là ont perdu maximum deux à trois mille euros. Pas de quoi faire saboter la privatisation"*, entend-on.

En attendant le "go" du gouvernement, des dizaines de personnes chez Belfius ont travaillé d'arrache-pied à la privatisation, avec l'aide d'avocats et de banques d'affaires chèrement rémunérés. Dont le coût total des prestations s'élève déjà à plusieurs millions d'euros. Ils sont, dit-on, fin prêts, pour ce qui pourrait être la plus importante opération boursière belge de l'année. Si elle a bien lieu en 2018.

Ariane van Caloen

Au sein du gouvernement, d'aucuns s'agacent de l'attitude intransigeante de Marc Rasière, le CEO.